

Article co-signé par Miguel Arias Cañete, Commissaire européen à l'action pour le climat et l'énergie et Hakima El Haite, Ministre de l'environnement du Maroc.

L'UE et la région de la Méditerranée mettent leurs forces en commun pour lutter contre le changement climatique

De l'Europe à l'Afrique et de l'Océan Atlantique aux côtes asiatiques, les régions qui entourent la Méditerranée se trouvent en première ligne du changement climatique. Alors que les préparations pour un nouvel accord mondial sur le climat battent leur plein dans les quatre coins du monde, l'Union européenne et ses partenaires méditerranéens renforcent leur contribution aux efforts internationaux à travers l'action interne et l'intensification de la coopération régionale.

De fait, 2015 est une année cruciale pour les efforts mondiaux visant à lutter contre le changement climatique. En décembre, la communauté internationale se réunira à Paris à l'occasion de la 21^{ème} Conférence des Nations Unies sur le Climat (COP21) en vue de conclure un nouvel accord mondial qui devrait impliquer tous les pays dans la réduction des émissions pour éviter les effets néfastes du changement climatique.

Les membres de l'Union pour la Méditerranée, qui réunit 43 pays partenaires en plus de la Commission européenne, se sont engagés pour atteindre un accord ambitieux et contraignant à Paris. Cette semaine, nous franchissons un nouveau pas vers cet objectif à travers la réunion de Skhirat qui rassemblera de hauts représentants provenant de l'ensemble de la région afin de faire avancer les discussions et la coopération et se préparer à la conférence de décembre et aux étapes qui vont suivre.

Notre défi le plus immédiat est de faire en sorte que les pays, à travers le monde, présentent leurs contributions qu'ils proposent au nouvel Accord. Début mars, l'UE a été la première grande économie à avoir soumis sa contribution, avec pour objectif intérieur contraignant de réduire ses émissions de 40% au moins d'ici 2030, par rapport au niveau de 1990. Dans la même veine, le Maroc qui assurera la présidence de la 22ème Conférence des Nations Unies pour le Climat (COP22) prend les devants dans la région du sud de la Méditerranée, sa contribution devant être soumise au début de la prochaine session de négociations qui aura lieu à Bonn en juin. Nous prévoyons que d'autres pays suivront bientôt. A cet effet, nous sommes prêts à partager notre expérience pour les soutenir dans ce processus.

La Conférence de Paris doit marquer un tournant qui permettra de ramener la courbe des émissions globales vers des proportions plus durables. Seulement, le travail ne sera pas terminé en décembre. La mise en œuvre des engagements actuels et ceux de Paris est cruciale. Le Maroc, en sa qualité de pays qui abritera la conférence de l'année prochaine, aura un rôle clé à jouer pour faire avancer le processus de mise en œuvre.

Pour qu'il puisse réussir, le nouvel Accord doit être capable de passer le test de la durée. Il doit, dès le départ, être le plus ambitieux et le plus inclusif possible. Ensuite, il doit préparer le terrain pour un processus solide afin d'être à la hauteur de notre ambition dans les années à venir. Aussi, devons-nous être capables d'évaluer où nous en sommes avec nos engagements et les réexaminer régulièrement afin d'assurer que, collectivement, nous restons sur la bonne voie pour réaliser nos objectifs communs.

L'expérience européenne montre qu'une action décisive à long terme pour le climat ne peut être que payante. L'UE est en voie de réaliser ses objectifs pour le climat et l'énergie à l'horizon 2020 et ses progrès en matière de réduction des émissions, d'amélioration de l'efficacité énergétique et du développement d'énergie renouvelable sont allés de pair avec une économie croissante.

Les objectifs de 2030, adoptés l'année dernière par les leaders de l'UE, et le nouveau projet de l'Union de l'Energie présenté par la Commission européenne ont mis la barre encore plus haut avec pour objectif d'assurer une énergie sûre, accessible et respectueuse du climat au profit de tous les citoyens et entreprises d'Europe.

Les pays de la rive sud de la Méditerranée sont également prêts à engager une action pour le climat.

La raison est claire, ils subissent de plein fouet les conséquences du réchauffement planétaire. Les preuves scientifiques confirment que les multiples défis causés par la hausse des températures comme la raréfaction de l'eau potable, les sécheresses de plus en plus fréquentes, les feux de forêts et la désertification galopante, continueront de faire de la région un point chaud du changement climatique. Développer des moyens effectifs pour réduire les émissions et s'adapter aux impacts du changement climatique est plus que jamais crucial.

Certes, le changement climatique est un défi mondial, mais ses impacts se ressentent aussi au niveau local. Les villes et les zones urbaines qui sont de plus en plus peuplées, jouent un rôle clé à cet égard. C'est pour cette raison que nous nous réjouissons que plus de 40 maires de villes à travers la région de la Méditerranée signent cette semaine la Convention des Maires, initiative qui rassemble les autorités locales et régionales engagées dans l'action pour le climat.

Pour combattre le changement climatique, nous menons des actions aux niveaux mondial, régional et local. Aujourd'hui, notre objectif commun est de faire du défi auquel nous sommes confrontés une opportunité qui nous permettra de rendre nos sociétés encore plus fortes à l'avenir. En unissant nos forces, nous serons plus proches de notre objectif.